Migrants, réfugiés et Union européenne :

mais de qui se moque-t-on ?

L’arrivée de personnes démunies, ayant fui, au péril de leur existence, la guerre ou tout « simplement » la misère économique ne mérite-t-elle pas mieux que nos peurs ou les cris d’orfraie de celles et ceux qui sont censés nous représenter ?

Certes, ladite arrivée se révèle massive. Outre qu’elle était prévisible – et depuis longtemps ! –, elle pose, sur bien des plans, une simple question : mais de qui se moque-t-on ?

Sur le plan humain d’abord, on inflige aux « migrants » une autre mort, symbolique celle-ci, en refusant de les qualifier de « réfugiés ». Certes, les réalités juridiques peuvent différer. Quoique… Mais, symboliquement, a-t-on le droit de dénier cette humanité à ceux qui nous arrivent, exploités de surcroît par des criminels ?

Refuser de les qualifier, c’est les nier. Et, pour les Européens que nous sommes, c’est aussi nous renier !

Car sur le plan moral, comment peut-on refuser que nos pays tendent la main à ces Syriens ou à ces Africains alors que la France a accueilli… nos grands-parents ? Deviendrions-nous partisans d’une Europe sélective ? Mais de qui se moque-t-on… si ce n’est de nous-mêmes ?

Sur le plan politique cette fois, tout le monde sait que, depuis Schengen, les frontières « extérieures » de la Grèce, de l’Italie ou de l’Espagne sont **nos** propres frontières ! Alors va-t-on demander à des Grecs, ruinés, à des Italiens et à des Espagnols aux économies chancelantes, de nous donner bonne conscience en rejetant tout ce beau monde à la mer ? Voulons-nous devenir les Ponce Pilate du XXIe siècle ?

La Cour européenne des droits de l’homme vient de fort opportunément condamner l’Italie, alors que les pêcheurs et les garde-côtes italiens accomplissent quotidiennement des miracles. Doit-on rappeler que c’est d’êtres humains qu’il s’agit ?

Sur le plan politique toujours, peut-on tolérer que nos gouvernements se contentent de « gérer » cette question en fonction de leur peur de voir monter le Front National local ?

Peut-on se résigner à ce que les quotas demandés par le président (de droite) de la Commission européenne soient retoqués par des gouvernements de gauche ?

Faut-il laisser une chancelière conservatrice lancer des appels à la solidarité dans un silence… assourdissant ?

Quand une gestion communautaire de l’Union – qui a existé… – remplacera-t-elle enfin la course à l’échalote des égoïsmes nationaux ?

Sur le plan historique, l’Europe ne s’est-elle pas construite sur un « plus jamais ça ! » ? Ce n’est certes pas (tout à fait…) la même chose ; mais quand même…

Sur le plan du simple bon sens, qu’est-ce que c’est, last but not least, que ce mythe de « l’invasion » ? A qui fera-t-on croire que 504 millions d’Européens, dans une Union plus vaste que les Etats-Unis d’Amérique, ne peuvent pas venir en aide à un ou deux millions de réfugiés ?

J’aimerais rappeler enfin que l’Europe n’a aucune existence physique. Il y a les Amériques, l’Afrique, l’Océanie, l’Arctique, l’Antarctique et… l’Eurasie ! L’Europe n’a  « qu »’une existence morale, culturelle, spirituelle et politique ; mais quelle existence ! Car l’Europe est unique puisque l’Europe est un projet – et un beau projet… – humaniste.

Sur le plan philosophique, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates ont voulu que ce qui nous unit soit plus fort que ce nous sépare. Juste pour nous ?

Je n’ose imaginer que ce projet européen ne soit pas à la hauteur de la situation.

Je n’ose surtout envisager que nous devions éprouver demain la honte que certains Européens ont dû ressentir hier ou avant-hier…

Philippe GONNET

Journaliste

Vice-président de l’UpeG